

Un conflit en roue libre

« Halte à l'huile sur le feu ! »

Marcel du Pont - 13 mai 2022



La guerre en Ukraine est sur une mauvaise pente. En cause, l'emballement des Occidentaux submergés par leur émotion. En multipliant les livraisons d'armes lourdes, en délaissant la diplomatie et en rêvant de la défaite de la Russie, ils accumulent dangereusement les erreurs stratégiques...

« *Mal réfléchi* », ainsi Jean-Pierre Chevènement qualifiait-il les fausses bonnes idées. La guerre en Ukraine en est une, qui a mis Poutine et la Russie dans un sale pétrin. Pas une raison pour pérorer de notre côté. Avec un peu plus de considération pour les intérêts des Russes, une attitude un peu plus raisonnable des Américains et un réel engagement en faveur des efforts franco-allemands il y a sept ans, nous n'en serions pas là.

Avoir commis des erreurs ces dernières années ne constitue pas un blanc-seing pour continuer à en faire. Or c'est ce que nous faisons. La guerre dans le Donbass était régionale. Avec l'invasion de l'Ukraine, la Russie en a fait un conflit Est-Ouest. Nos sanctions et nos livraisons d'armes massives en font une guerre totale (militaire, monétaire, économique) et mondiale, puisque les

puissances extérieures à la zone, asiatiques ou du Golfe par exemple, sont contraintes de se positionner par rapport à nos sanctions.

À l'arrivée, nous avons sur les bras une guerre chaude avec une puissance nucléaire et une guerre froide impactant le monde entier. Et la surenchère n'en finit pas. Où allons-nous ? Où voulons-nous aller ? Le savons-nous nous-mêmes ? Je crains fort que la réponse soit négative.

Belligérants à l'insu de leur plein gré

Nos compétents experts en droit international affirment que les livraisons d'armes ne font pas de nous des cobelligérants. Vision rassurante mais purement théorique. On pense forcément l'inverse à Moscou en constatant que l'armée russe est frappée quotidiennement par les armes américaines et européennes. Le chef de la CIA a raison de s'inquiéter du risque croissant d'une frappe nucléaire tactique. En France, Maurice Gourdault-Montagne (MGM, pour les intimes), diplomate sérieux, raisonnable, expérimenté, a tiré des sonnettes d'alarme dans les médias le mois dernier. Sur Europe 1, appelant à la prudence, il a conclu la liste des livraisons d'armes effectuées par un cri du cœur angoissé : « *Et quoi, encore ?* » Pauvre Maurice...

Depuis son appel à la raison, les livraisons se sont emballées. Après les armes légères, les missiles de toute nature, les véhicules blindés, voici venu le temps des chars, hélicoptères et des avions de chasse. Les quantités livrées sont astronomiques. Au point que les journaux américains s'inquiètent de la rapide diminution des stocks de missiles et autres armes de guerre au sein de l'armée (Bloomberg, 14 avril 2022). Les Ukrainiens en font une consommation massive sur le terrain et les usines de production de missiles n'arrivent pas à suivre la cadence. Du côté des Européens, la situation est pire puisque les stocks sont plus limités, notamment en ce qui concerne les armements d'origine russe que sait manier l'armée ukrainienne. Nous avons probablement tout donné ce que nous pouvions raisonnablement céder aux Ukrainiens.

A lire aussi : Guerre en Ukraine: qui est le maître des horloges?

L'inflation rhétorique est également galopante. Aux États-Unis, les références à la Seconde Guerre mondiale émergent. Les livraisons d'armes d'aujourd'hui sont comparées à celles faites par les États-Unis au Royaume-Uni en 1941 et 1942. (Les deux situations n'ont absolument rien à voir, mais on s'en moque.) Les généraux à la retraite commencent à évoquer sur les plateaux l'hypothèse de l'envoi de troupes US en Ukraine, chose impensable il y a trois mois. « *Et quoi, encore ?* »

En ce qui concerne les sanctions, l'emballage est le même. Nous en sommes au sixième ou septième train de sanctions. Au début du mois d'avril, nous avons même inventé une nouvelle raison d'en coller à la Russie. Il a suffi que l'on nous montre des cadavres de civils dans les rues d'une ville évacuée par l'armée russe pour enclencher un nouveau tour d'écrou. Un atroce massacre, comme on en voit hélas dans toutes les guerres, surtout quand elles sont menées par des armées qui ne sont pas connues pour faire dans la dentelle. Ces nouvelles sanctions étaient-

elles liées à un nouvel objectif stratégique, un changement de la situation militaire ? Non, elles visaient simplement à répondre à notre émotion télévisuelle. Si, demain, on nous montre des populations russophones de l'Est gisant dans les rues d'une bourgade du Donbass, lèvera-t-on ces mêmes sanctions, selon le principe « un partout, balle au centre » ? Tout cela n'a aucun sens.

Nous ferions mieux de nous poser des questions plus fondamentales. Voulons-nous arrêter cette guerre ? Si oui, par quels moyens ? Les Américains, eux, rêvent d'une défaite humiliante pour les Russes. Toute leur action va dans ce sens. Sommes-nous sur la même ligne ? Quels sont nos objectifs stratégiques, au-delà de la bête défense du camp du bien contre celui du mal ? Nos sanctions et livraisons d'armes contribuent-elles à nos objectifs ? Quelle est notre vision à long terme de notre relation avec la Russie dans les vingt années à venir ? À ces questions, je ne vois aucune réponse claire, réfléchie et courageusement énoncée. J'espère que mes anciens collègues se les posent et pondent des notes sur le sujet, même si personne ne les lit en haut lieu.

Comme Maurice Gourdault-Montagne, je suis un diplomate professionnel rangé des beaux salons et des couloirs tristes du Quai d'Orsay. J'ai gardé les principes de base du métier : tourner le sujet dans tous les sens et réfléchir à toutes les conséquences possibles d'une décision avant de la prendre. Je ne suis pas certain que cette règle de base s'applique dans le cas présent.

Les images et leur vacarme imposent la décision

Les interventions vidéo du président ukrainien ont probablement plus d'influence sur nos livraisons d'armes que les analyses de la direction des Affaires stratégiques ou du renseignement militaire du ministère de la Défense. Il suffit que le président ukrainien, en « battle dress » devant des sacs de sable, apparaisse sur les écrans, critique publiquement un dirigeant coupable de ne pas livrer assez d'armes (ce fut le tour de notre président la semaine dernière), prononce le mot de génocide et c'est gagné. L'émotion se propage d'une capitale à l'autre. Dans les quarante-huit heures, les capitales européennes annoncent un nouveau lot d'armes livrées à l'Ukraine. Bien joué, l'artiste.

A lire aussi : **Vous aurez notre compassion**

Volodymyr Zelensky joue bien son rôle et confirme une chose : il faut désormais être un bon comédien pour faire un président efficace. Cet acteur de télévision sait bien mieux que l'ours mal léché de Poutine comment fonctionne la société du spectacle en Occident.

La France dans la nasse

Tout membre permanent du Conseil de sécurité et puissance nucléaire qu'elle soit, la France n'a plus les clés de sa politique étrangère. Ayant décidé de la communautariser au sein de l'UE, la France ne décide plus seule. Elle doit prendre en compte l'opinion de ses partenaires – et s'en enorgueillit. Or, le moins que l'on puisse dire, c'est que nos partenaires ne brillent pas par la subtilité, la profondeur et le caractère raisonnable de leur réflexion.

À ma droite, les États membres de l'UE qui réagissent *avant toute autre chose* à l'émotion et adoptent des postures morales. Normal. Pour plus de 20 d'entre eux, ils ont délégué les questions diplomatiques et militaires aux États-Unis et à l'OTAN depuis des décennies. Ils n'ont quasiment pas d'armée et leur diplomatie se résume à un alignement sur les positions de Washington, la défense des droits de l'homme et des LGBT (NDR : je ne caricature pas, demandez aux diplomates français en poste à travers le monde). La diplomatie européenne est le fidèle reflet de cette majorité.

A lire aussi : De l'Ukraine au Caucase : l'«européanisation» de la politique étrangère de la France et ses conséquences

À ma gauche, les États-Unis, dirigés non par un président sénile, mais par de hauts fonctionnaires qui, génération après génération, veulent gagner la guerre des gentils contre les méchants. Il faut aujourd'hui abattre Poutine et mettre à genou la Russie, comme, il y a vingt ans, leurs prédécesseurs ont abattu Saddam Hussein et mis l'Irak à genou ou, il y a vingt-cinq ans, Milosevic et la Serbie. La même mécanique est à l'œuvre, sans retour en arrière possible. Et tant pis pour la casse occasionnée. Les débris n'atteindront pas le territoire américain. Enfin, au-dessus de cette agora, le brouhaha ininterrompu des médias qui amplifient le son dominant et exigent une réponse immédiate, binaire de préférence, aux images chocs.

La France, arrimée au « camp occidental » et membre plein de l'OTAN est prise dans la nasse. Dominique de Villepin qui, au Conseil de sécurité, refuse l'agrément des Nations unies à l'intervention américaine en Irak est le dernier grand exemple de cette souveraineté diplomatique (je me permets un gros mot). La France décidait alors par elle-même, en fonction d'analyses propres et tenait bon quand elle estimait avoir raison. C'était le monde d'avant, forcément moins bien. Aujourd'hui, nous avons bien mieux : « l'Europe puissance » dont la presse nationale célèbre la naissance en Ukraine. Elle marche, la tête haute, aux côtés des faucons américains. (Enfin, plutôt derrière.) Villepin peut aller se rhabiller, tout comme son ancien directeur adjoint de cabinet, un certain Maurice Gourdault-Montagne.



Retrouvez cet article dans le Magazine Causeur N°101 de Mai 2022

[> LIRE LE MAGAZINE](#)

Marcel du Pont

